

Burundi : l'UE "inquiète" par de multiples violations, va poursuivre son aide

Source AFP Le représentant de l'Union européenne au Burundi s'est « inquiété » une fois de multiples violations sur le plan des droits de l'Homme, de la justice et de la corruption au Burundi, mais a assuré que son organisation poursuivra son aide en dépit des difficultés qu'il y a. L'année dernière, il y avait plus qu'une occupation, une inquiétude, par rapport aux cas d'exécutions extrajudiciaires relevés. C'est intolérable ! », a déclaré la presse le chef de la délégation de l'UE au Burundi, Stéphane De Loecker.

M. De Loecker a fait cette déclaration vendredi soir après six heures de réunion avec huit ministres burundais et plusieurs ambassadeurs européens dans le cadre d'un « dialogue politique » UE-Burundi. « Le nombre d'exécutions extrajudiciaires diminue mais ça reste inquiétant, (...) », a-t-il poursuivi, ajoutant que « c'est quelque chose d'inacceptable ». Fin décembre, le Conseil de sécurité de l'ONU avait condamné à l'unanimité 57 cas d'exécutions extrajudiciaires au Burundi de janvier à novembre 2011. « Nous avons exprimé très clairement notre point de vue », a martelé le diplomate qui dit avoir « vaguement » avec ses interlocuteurs l'indépendance de la justice et la corruption dans le pays. « On ne peut pas lutter contre la corruption sans la justice, sans un appareil judiciaire qui fonctionne et nous avons eu véritablement des assurances du gouvernement concernant le fonctionnement de la justice dans l'avenir », a annoncé M. De Loecker. Mardi, la délégation de l'UE en avait déjà appelé à l'indépendance de la justice et à clarifier plusieurs affaires « emblématiques », dont des attaques et meurtres de coopérants étrangers et militant anti-corruption. Le diplomate a cependant affirmé le soutien financier au Burundi, rappelant l'UE accorde chaque année de 80 à 100 millions d'euros, ce qui en fait le premier contributeur d'aide. « Nous sommes une société qui vient de loin, qui a beaucoup souffert de la crise, sous toutes ses formes », a réagi le ministre burundais des Relations extérieures, Laurent Kavakure. « Les questions de corruption, les notions de droits de l'Homme sont plutôt nouvelles au Burundi et le gouvernement travaille à les améliorer », a-t-il expliqué, ajoutant que le gouvernement a la volonté de changer les choses. « La situation évolue très rapidement et très positivement », a-t-il assuré. L'Alliance démocratique pour le changement, ADC, qui regroupe les principaux partis d'opposition du Burundi, a réagi samedi en se disant « satisfaite par cette prise de position de l'UE, car ce pays est au bord du gouffre à cause de la gestion calamiteuse du pouvoir actuel ». « Je pense que cela va aider à engager un véritable dialogue au Burundi, mais il nous ne sommes pas d'accord c'est lorsque l'UE dit qu'elle va continuer à aider ce gouvernement », a déclaré à la presse Léonce Ngendakumana, président de l'ADC. « Continuer à donner une aide budgétaire à ce gouvernement, c'est continuer à permettre à une petite clique de s'enrichir sur le dos de d'une population qu'elle a plongée dans une misère sans nom », a-t-il martelé, rappelant que « le Burundi est aujourd'hui classé parmi les 10 pays les plus corrompus du monde par la faute de cette clique ». Depuis la contestation des élections générales de 2010 par l'opposition, le Burundi vit au rythme de nouvelles violences qui font craindre la reprise des hostilités à plus grande échelle dans ce pays qui a subi une longue guerre civile de 1993 à 2006.